

PREFECTURE DES CÔTES-D'ARMOR
ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
MCO

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le titre I du livre V du Code de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 1996 modifié le 15 janvier 1999 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1997 établissant les programmes d'action à mettre en oeuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 février 1980 autorisant M. LE HELLOCO Patrice à exploiter à ALLINEUC au lieu-dit Le Bosmeu à exploiter un élevage avicole de 40500 animaux-équivalents ;
- VU la demande présentée par Mme LE HELLOCO Marie-Lyse en vue de la régularisation de la situation administrative e 19500 animaux-équivalents en extension d'un élevage autorisé le 27 février 1980 pour 40500 animaux-équivalents (poulets de chair) installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de ALLINEUC, LE BODEO, MERLEAC, SAINT-MARTIN ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, émis respectivement les 10 janvier 2000, 8 juin 1999, 21 mai 1999 ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 8 décembre 2000 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 22 septembre 2000 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

.../...

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

1.1 - Mme LE HELLOCO Marie-Lyse est autorisée à exploiter à ALLINEUC au lieu-dit Le Bosmeu (section ZW n° 20), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage avicole de 60000 animaux équivalents (60000 poulets de chair) de plus d'un mois en présence simultanée.

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

1.2. – Il est donné acte à Madame LE HELLOCO Marie-Lyse de sa déclaration par laquelle elle fait connaître qu'elle va exploiter à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 252 tonnes par an (fumier, amendements organiques Normes NFU).

1.3 – Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et supports de culture, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2170 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2000.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières :

2-1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2-2 Prescriptions générales de sécurité :

2-2-1 les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-2-2 l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-2-3 l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2-2-4 les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2-2-5 installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2-3 Prescriptions particulières concernant l'élevage avicole :

2-3-1 toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2-3-2 La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2550 m2

2.4 Prescriptions particuliers concernant la fabrique d'engrais et de support de culture (2170-2)

2.4.1 – La fabrication des produits (fumier sera réalisée par maturation du fumier dans un hangar aménagé d'une surface minimale de 168 m² permettant un stockage de 6 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement.

2.4.2 – Conformité des produits :

Conformément au dossier déposé, les engrais (fumier norme NFU 44051) fabriqués devront répondre aux exigences des normes en vigueur (fumier – Amendements organiques – Normes NFU 45051).

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc...).

2.4.3 – Destination des produits :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel (exceptées les parcelles du plan d'épandage présenté dans le dossier) .

2.4.4 – Traçabilité des produits :

Le Pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et produits (fientes déshydratées) comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- Date d'enlèvement du site,
- Nom adresse et coordonnées du destinataire final,
- Nature,
- Nom et adresse du transporteur,
- Quantité en tonnes et en m³

A la fin de chaque année civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel comportant :

- Les informations définies ci-dessus,
- Les originaux des bons d'enlèvement,
- Un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers (Ets LE MEE d'AUCALEUC) certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être transmises directement par ledit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus, si le contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage (8750 places poulets de chair et 6660 places de dindes de chair).

ARTICLE 3 : Les travaux prévus aux points 2.4.1 seront réalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date de l'arrêté .

ARTICLE 4 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

.../...

ARTICLE 5 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 6 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de AUCALEUC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de Mme LE HELLOCO Marie-Lyse.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de Mme LE HELLOCO Marie-Lyse dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté du 27 février 1980 susvisé.

ARTICLE 9 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

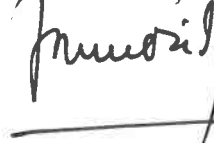
ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de DINAN
Le Maire de AUCALEUC
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Mme LE HELLOCO Marie-Lyse pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de LE BODEO, MERLEAC et SAINT-MARTIN-DES-PRES pour information.

SAINT-BRIEUC, le 29 JAN. 2001

LE PREFET,



Jacques BARTHELEMY

